

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/La-bataille-de-l-uranium-p-25>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez
vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°38 > **La bataille de l'uranium**

1er mai 2008

La bataille de l'uranium

Le géant du nucléaire, le Français Areva, numéro 1 mondial (11 milliards de chiffre d'affaires en 2006), a-t-il mangé son pain blanc en Afrique ?

Alors que le groupe empile les contrats dans le sillage euphorisant des déplacements du président Sarkozy à l'étranger (Maghreb et Proche-Orient), ne danse-t-il pas au bord d'un gouffre dans lequel ses concurrents chinois et américains le précipiteraient bien ?

La cour de récré d'Areva depuis quarante ans, c'est le Niger. Pays où le Français a eu, jusqu'à ce qu'il lui soit retiré en août 2007, le monopole de la prospection et de l'extraction du minerai d'uranium. Quarante ans d'activité pendant lesquels il est devenu le premier employeur privé du pays. Sa position actuelle dans l'ancienne colonie française n'est pas aisée. Entre deux chaises.

Le gouvernement de Niamey, en guerre contre la rébellion touareg dans le nord du pays où Areva exploite le minerai, accuse celui-ci d'avoir deux fers au feu. Il signe des contrats avec Niamey et soutiendrait la rébellion. Ce qui lui a valu l'expulsion, l'an dernier, de son directeur en poste au Niger. La rébellion reproche à Areva de ne pas faire profiter la population locale de justes retombées économiques de ses activités, de la marginaliser.

La course au minerai fait en outre une victime collatérale, le milieu de vie - les pâturages - des Touaregs (population essentiellement nomade). Certes, Areva sait se montrer généreux. Son dernier contrat de 1 milliard d'investissements comporte un volet d'aide locale (éducation, santé, formation, énergie et approvisionnement en eau).

Niamey impose un black-out sur le nord du pays. Il traque, emprisonne, fait juger et condamner à la peine de mort les journalistes qui s'y rendent. Les médias doivent s'en tenir à la fiche signalétique officielle décrivant les rebelles comme des brigands et des trafiquants de drogue. Contester ce portrait, c'est enfreindre la sécurité de l'Etat.

La rébellion vient de menacer les intérêts d'Areva au Niger. Ce n'est pas la première fois. En avril 2007, elle avait attaqué le site d'Imoraren, une mise en garde, réitérée fin octobre.

Problème, Areva est fortement dépendant du minerai nigérien. La société possède une mine à ciel ouvert à Arlit et, à proximité, un gisement à Akokan. Le site d'Imoraren représente à terme 200 000 tonnes d'uranium qui fera passer le Niger au deuxième rang mondial.

Les contrats franco-nigériens se sont emballés ces derniers mois. Le prix du kilo d'uranium s'envole. Le dernier accord a fait bondir de 50 % la facture d'Areva. En cinq ans, le prix du minerai a été

multiplié par dix. La spéculation récente a porté le coefficient multiplicateur jusqu'à 20.

Plusieurs pays vivent la même effervescence, celle d'une ruée vers l'or nucléaire. L'Afrique du sud (7% des réserves mondiales), la Namibie (6%), la Zambie émergent comme pays producteurs à fort potentiel. Ils prennent rang derrière l'Australie, le Kazakhstan, le Canada, le Niger et les Etats-Unis. L'approvisionnement en provenance du Niger est vital pour Areva, pour la France et ses centrales nucléaires dont EDF tire 75% (dont un tiers en minerai nigérien) de la production d'électricité. Se sentant menacé, le groupe diversifie ses ressources. Après le Canada, le Niger et le Kazakhstan, il s'implante en Namibie, en Afrique du sud et en Centrafrique. L'instabilité politique chez des fournisseurs comme le Niger serait une catastrophe pour Areva et ses clients.

Jean-Charles Saintonge
La Montagne, février 2008